

Initiatives ministérielles

Le Québec et le Canada, le Québec et les États-Unis, ce n'est pas le Québec et la Lettonie, avec tout le respect qu'on a pour la Lettonie; c'est différent. Je vois un député en face de moi qui m'écoute avec attention et qui regarde au ciel en se disant: «Oh, oh, les propos intelligents!». Mais ce député est né à Hull, et je l'en félicite, comme il y a des députés parmi les nôtres, dont le député de Québec-Est, qui est né à Penetanguishene en Ontario. Il y a quand même des liens. Il y a peut-être plus de liens entre mon honorable collègue d'en face et certaines personnes du Québec qu'il en existe entre lui et certaines personnes qui vivent en Lettonie et en Estonie.

Mais ce n'est pas sur cette base que nous voulons négocier. Nous ne voulons pas que vous négociiez avec nous parce que vous nous trouvez beaux, parce que vous nous aimez, parce qu'on était avec vous pendant 130 ans. Ce n'est pas sur cette base que nous voulons négocier. Nous voulons négocier sur la même base dont il est question dans le projet de loi C-105 qui n'est pas litigieux, pour lequel il n'y a pas de problème. La base est l'intérêt des nations qui négocient d'égale à égale parce qu'elles sont souveraines. C'est ainsi que cela fonctionne sur le plan international.

Nous, au Québec, pensons être capables de faire aussi bien que la Lettonie, faire aussi bien que l'Estonie, faire aussi bien que Trinité-et-Tobago. Pourquoi? Pour deux bonnes raisons. La première raison, c'est qu'actuellement, si vous regardez ce qui se passe dans le monde, selon certaines théories, ce sont les pays les plus nombreux, les pays qui ont les plus grands marchés intérieurs qui fonctionneraient le mieux.

À ce compte-là, regardez les grands pays du monde, les pays les plus nombreux, et regardez comment ils fonctionnent. Parlons des États-Unis, c'est le premier sur le plan du produit intérieur brut. Je ne parlerai pas des autres parce qu'on va dire que je fais de la discrimination. On va dire: «Ah, vous avez dit que la France est quatrième ou cinquième; vous faites de la discrimination par rapport aux États-Unis. Vous aimez un peu moins la France que les États-Unis. Que se passe-t-il?» «Y a-t-il un député du Bloc qui aurait dit qu'il aimait moins la France? Il est plus franco-américain, il n'est pas francophile.» Dans une campagne comme celle qui se déroule actuellement, il faut être prudent.

Mais si on regarde les pays du monde en ce qui concerne le produit intérieur brut par habitant et si on regarde les populations, il y a la Suisse, avec ses six millions d'habitants qui est le numéro deux; ensuite, c'est le Luxembourg, le grand-duché de Luxembourg, qui est le numéro trois; viennent ensuite le Danemark, l'Autriche, la Belgique, la Suède, l'Islande, la Norvège, les Pays-Bas, la Finlande. Est-ce que j'ai nommé des pays pauvres? Ces pays font partie des vingt premiers et dans dix premiers, il y a quatre ou cinq pays qui ont autour de cinq, six ou sept millions d'habitants. Au point de vue du nombre, aujourd'hui, ce n'est plus une question aussi déterminante qu'elle ne l'a été dans le passé.

• (1320)

Les empires se sont développés. L'Empire britannique, tellement admiré par mon collègue d'en face, s'est développé pour étendre le marché des marchands anglais qui voulaient avoir le marché indien, celui de Afrique, tout cela. À cette époque, c'était important. Mais, aujourd'hui, l'importance, ce n'est pas cela. L'importance, ce n'est pas la taille du pays. On le voit, ce n'est pas une théorie, c'est écrit dans les faits, dans les comptes

économiques de nombreux pays qu'on admire comme la Suisse, le Luxembourg, le Danemark, l'Autriche, la Belgique, la Suède, l'Islande, qui sont des pays de moindre envergure par rapport à d'autres.

L'Autriche n'est sûrement pas, en termes de population, comparable à la Chine. Sauf que l'Autriche se débrouille très bien. À l'époque, en 1991, c'était le 10^e pays en termes de produit intérieur brut par habitant. C'est quand même respectable. C'est un pays qui a eu ses difficultés, qui a déjà été un empire, qui a vécu douloureusement la dernière guerre mondiale. Aujourd'hui, l'Autriche est là.

Ce que je veux dire par là, c'est que les pays qui sont plus petits aujourd'hui ont la chance, à cause de la mondialisation des marchés, d'accéder aux marchés mondiaux. Ce ne sont pas les voisins de ces pays qui décident que le pays va accéder à ces marchés ou pas. Il y a des règles internationales comme il y a des règles à l'OCDE pour définir ce qui se passe en ce qui concerne les traités entre les différents pays ou les conventions fiscales. Il y a des règles.

La taille du pays n'est plus déterminante. Ce qui est important, c'est d'avoir accès à des marchés internationaux. Deuxièmement, ce qui est particulièrement important, c'est de produire des choses qui sont en demande, de bien les faire, de bien les produire et d'avoir ce qu'on appelle, en termes économiques, une niche qui nous est propre, dans laquelle on est bons. Il ne s'agit pas d'être bons partout. Il s'agit d'être bons dans certains secteurs et, à ce moment-là, de développer nos marchés. Alors, je pense qu'à ce moment-là, sur le plan de la taille, le Québec sera un pays qui se comparera à des pays comme l'Autriche, le Danemark, la Suisse, la Suède, et il pourra très bien tirer son épingle du jeu.

Le Québec n'est pas un pays dépourvu. On dirait qu'il y a des gens qui voudraient mettre une barrière, comme le ministre des Finances, autour du Québec et dire: «Écoutez, quand la barrière sera là, vous allez perdre un million d'emplois.» C'est bien dommage, mais il n'y en aura pas, de barrière, parce que ce n'est pas ainsi que ça fonctionne. Pourquoi a-t-il dit un million d'emplois? Parce que, lorsqu'on parle de million, on parle de millionnaire. Et le ministre des Finances s'y connaît en millionnaires, mais il serait mieux de continuer à parler de milliards de dollars ou de milliards de marchandises qui se promènent sur ses bateaux, de millions qui sont produits dans ses usines. Mais, de là à parler de millions de chômeurs puis de les promettre aux Québécois en cas de souveraineté, puis de là à promettre une clôture autour du Québec en cas de souveraineté, je pense qu'il y a un pas qu'un ministre des Finances décent devrait refuser de franchir.

Alors, la question de la population du Québec par rapport à la richesse qui peut s'y développer ne joue pas, parce que, dans d'autres pays, elle ne joue pas non plus. Le Québec, et j'y reviens, ce n'est pas rien. Le Québec, c'est 160 milliards de dollars en produit intérieur brut par année. Le Québec, c'est un État moderne, qui fonctionne actuellement, qui a des institutions, une caisse de dépôt, Hydro-Québec, des institutions comme la Régie des rentes, où de grandes entreprises s'y sont développées, même si, à un moment donné, il y a de ces grands entrepreneurs qui sont allés investir en Irlande du Nord, en Belgique et qui disent: «Au Québec, où on a commencé dans un petit village», par exemple, je citerais le nom de Valcourt ou un endroit où il y a une grande multinationale canadienne et québécoise. On pensait que c'était québécois, mais il nous a dit: «Ce n'est pas québécois, c'est canadien et si jamais le Québec devient